

DREAL-UD69-CR
DDPP-SPE-MM

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE n° DDPP-DREAL 2026-114
portant modification et actualisation des conditions d'exploitation prévues par l'arrêté préfectoral
du 12 mai 2005 modifié, autorisant la société EDILIANS (ex IMERYS TC) à exploiter une tuilerie
située Site industriel de Sainte-Foy-l'Argentière sur les communes de SAINTE-FOY-L'ARGENTIERE et
SOUZY.

Le Préfet de la Région Auvergne-Rhône-Alpes,
Préfet de la Zone de Défense et de Sécurité Sud-Est,
Préfet du Rhône,
Officier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU le code de l'environnement, notamment son article R. 181-45 ;
- VU le code des relations entre le public et l'administration et notamment son article L.411-2 ;
- VU l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- VU le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Rhône-Méditerranée approuvé par arrêté du Préfet coordonnateur de bassin le 21 mars 2022 ;
- VU l'arrêté préfectoral du 12 mai 2005 modifié autorisant la société IMERYS TC à exploiter une nouvelle unité de production de tuiles située Site industriel de Sainte-Foy-l'Argentière à SAINTE-FOY-L'ARGENTIERE et SOUZY ;
- VU l'arrêté préfectoral du 4 janvier 2011 imposant des prescriptions complémentaires à la société IMERYS TC pour l'exploitation de son établissement situé Site industriel de Sainte-Foy-l'Argentière à SAINTE-FOY-L'ARGENTIERE et SOUZY ;
- VU l'arrêté préfectoral du 3 juin 2013 imposant des prescriptions complémentaires à la société IMERYS TC pour l'exploitation de son établissement situé Site industriel de Sainte-Foy-l'Argentière à SAINTE-FOY-L'ARGENTIERE et SOUZY ;
- VU le dossier de modifications porté à la connaissance de la préfète et de l'inspection des installations classées le 18 décembre 2025 par la société EDILIANS relatif à la modification des conditions d'exploitation de la tuilerie sur les communes de SAINTE-FOY-L'ARGENTIERE et SOUZY ;

VU l'Étude de Risques Sanitaires ainsi que l'étude physico-chimique de l'argile, jointent au dossier du 18 décembre 2025 susvisé ;

VU le rapport du 17 février 2026 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

VU la participation du public par voie électronique qui s'est déroulée du 1^{er} avril 2026 au 15 avril 2026 ;

VU l'absence d'observations du public ;

VU le courrier du 28 avril 2026 communiquant le projet d'arrêté à l'exploitant dans le cadre du contradictoire ;

VU l'absence d'observations de l'exploitant sur le projet d'arrêté ;

CONSIDÉRANT que la demande de modifications, effectuée et complétée par la société EDILIANS en date du 18 décembre 2025 pour son établissement situé sur les communes de SAINTE-FOY-L'ARGENTIERE et SOUZY, est justifiée par l'évolution géologique de l'argile utilisée en matière première ;

CONSIDÉRANT que les modifications souhaitées sont une hausse des VLE des rejets atmosphériques du site en dioxyde de soufre (SO₂), en fluor (HF) et en oxydes d'azote (Nox) ;

CONSIDÉRANT qu'il ressort du dossier présenté à l'appui de la demande de modifications que :

- la méthode d'exploitation reste identique,
- le périmètre d'autorisation est inchangé,
- la remise en état est inchangée,
- il n'y a pas d'impacts significatifs à l'échelle du périmètre couvert par l'autorisation environnementale,
- il n'y a pas d'impacts sur la population proche du périmètre ICPE ;

CONSIDÉRANT que l'arrêté préfectoral du 12 mai 2005 modifié délivré au titre des installations classées pour la protection de l'environnement relève du régime de l'autorisation environnementale ;

CONSIDÉRANT par conséquent que le dossier de modification doit être considéré comme une demande de modification de l'autorisation environnementale susvisée, au titre des articles L.181-14 et R. 181-46 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT donc que ces modifications ne revêtent pas un caractère substantiel puisqu'il n'y a pas d'aggravation des dangers ou inconvénients présentés sur le site EDILIANS ;

CONSIDÉRANT dès lors que ces modifications ne revêtent pas un caractère substantiel, que la présentation en Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CoDERST) n'est pas nécessaire, en application des dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement ;

SUR proposition du directeur départemental de la protection des populations et du chef de l'unité départementale du Rhône de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

ARRÊTE :

Titre 1 : Prescriptions Générales

ARTICLE 1 : Disposition administrative

Il est pris acte de la déclaration en date du 18 décembre 2025 de la société EDILIANS relative aux modifications des conditions d'exploitation de son établissement situé sur le territoire des communes de SAINTE-FOY-L'ARGENTIERE et SOUZY.

ARTICLE 2 : Portée de l'autorisation

Le tableau figurant à l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 12 mai 2005 modifié est remplacé par le suivant :

Rubrique de la nomenclature	Désignation des installations	Volume d'activité	Régime
2523	Céramique et réfractaires (fabrication de produits), la capacité de production étant supérieure à 20 t/j	Quatre unités de fabrication de tuiles et accessoires de capacités suivantes : SFA A5 → 60 t/j ; SFA 35 → 130 t/j SFA 36 → 253 t/j ; SFA 37 → 253 t/j Capacité totale de 696 t/j	A
2515-1a	Broyage, Concassage (...) mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 200 kW	Deux ateliers de préparation des argiles : - un atelier de 2 300 m ³ et d'une puissance de 200 kW, - un atelier de 1 500 m ³ et d'une puissance de 220 kW Puissance totale de 440 kW	A
2640-2a	Emploi de colorants et pigments organiques, minéraux et naturels, la quantité de matière utilisée étant supérieure à 2 t/j	Application d'engobe sur les tuiles de 5 520 kg/j maximum	A
2517-1	Station de transit de produits minéraux La superficie de l'aire étant supérieure à 10 000 m ²	Surface totale de 63 000 m ²	E
1532-2b	Stockage de bois ou de matériaux combustibles analogues	Stockage total des palettes de 3 000 m ³	D
2560-2	Travail mécanique des métaux et alliages La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 50 kW mais inférieure ou égale à 500 kW	Puissance de l'ensemble des machines de 59,6 kW	D

Régime : A (autorisation), E (enregistrement), D (déclaration).

ARTICLE 3 : Modification des prescriptions relatives aux rejets atmosphériques

Le tableau figurant au point 1 de l'annexe 2 de l'arrêté préfectoral du 12 mai 2005 modifié est remplacé par le suivant :

Unité de production	Mesure (unité)	Débit (Nm ³ /h)	Poussières totales	Fluor (1) Composé gazeux	Fluor (1) Vésicules et particules	Oxydes de soufre (2)	Oxydes d'azote (3)	HCL
SFA A5	Concentration (mg/m ³)	35 000	20	5	5	100	150	10
	Flux (kg/h)		0,7	0,5	0,5	3,500	5,250	0,35
SFA 35	Concentration (mg/m ³)	25 000	20	5	5	100	150	10
	Flux (kg/h)		0,5	0,5	0,5	2,500	3,750	0,25
SFA36	Concentration (mg/m ³)	45 000	20	5	5	100	150	10
	Flux (kg/h)		0,9	0,5	0,5	2,500	3,750	0,45
SFA 37	Concentration (mg/m ³)	45 000	20	5	5	100	150	10
	Flux (kg/h)		0,9	0,5	0,5	2,500	3,750	0,45

(1) Exprimé en HF

(2) Exprimés en dioxyde de soufre

(3) Exprimés en dioxyde d'azote

La valeur limite d'émission en concentration de fluor ne s'applique que si le flux horaire dépasse la valeur limite d'émission de 0,5 kg/h.

ARTICLE 4 : PUBLICITÉ

Conformément aux dispositions des articles R. 181-44 et R. 181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, une copie du présent arrêté est déposée aux mairies de SAINTE-FOY-L'ARGENTIERE et SOUZY et peut y être consultée.

Un extrait du présent arrêté sera affiché en mairies de SAINTE-FOY-L'ARGENTIERE et SOUZY pendant une durée minimum d'un mois.

Les maires de SAINTE-FOY-L'ARGENTIERE et SOUZY feront connaître par procès verbal, adressé à la Direction Départementale de la Protection des Populations - Service Protection de l'Environnement, l'accomplissement de cette formalité.

Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Rhône pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 5 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Lyon :

1° par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de l'affichage en mairie et de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans le Rhône.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du 1^{er} jour d'affichage de la décision.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur de la décision (M. le préfet du Rhône - direction départementale de la protection des populations - 245, rue Garibaldi 69 422 LYON Cedex 03) et au bénéficiaire de la décision (Société EDILIANS 286, boulevard du Val d'Argent 69610 Sainte-Foy-l'Argentière), à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 15 jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L. 213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Lyon.

ARTICLE 6 : EXÉCUTION

Le préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances, le directeur départemental de la protection des populations, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, et les maires de Sainte-Foy-l'Argentière et Souzy sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société EDILIANS.